

L'ANTICHAMBRE DE L'EXTRÊME DROITE...

Depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en 1981, le capitalisme et la classe politique française créent toutes les conditions pour faire en sorte qu'un régime autoritaire d'extrême droite accède à la gestion des affaires du pays.

Pourquoi?

Le système est en crise et il est pris dans ses contradictions. Les partis politiques traditionnels certes, le servent avec un zèle à toute épreuve, mais à force d'être inféodés au système, ils ne sont plus crédibles aux yeux des Français. D'où une désaffection toujours plus importante, lors des élections. Le jour où l'extrême droite arrivera au pouvoir, tous ceux qui auront contribué à faire son lit pousseront des cris d'orfraies... Mais il faut savoir que l'évolution de la situation politique n'est que très rarement spontanée. Les événements sont la suite et les conséquences d'une longue succession de décisions prises par des partis politiques au pouvoir qui contribuent à faire en sorte que les inégalités se creusent et que le peuple n'en puisse plus. Au point de se tourner vers le populisme, dont le *Rassemblement national* en est le chantre. Ce parti distille les idées racistes et xénophobes et fait des étrangers les responsables de tous les maux, alors que ce sont les politicards au service du capitalisme qui en sont la cause. Ils appellent cela «*la crise*».

La crise est l'excuse!

Seulement, la crise n'est pas pour tout le monde: le chômage, les bas salaires, la casse du système social, du service public, du code du travail, etc... c'est pour le peuple et les travailleurs. Pendant ce temps, les patrons du CAC 40, les PDG, les banquiers, les affairistes continuent à se faire des choux gras sur leurs dos. Et justement, le peuple en a plein le dos car c'est toujours lui qui paie, c'est lui qui trime, qui est assujéti, qui est étranglé, jusqu'à ne plus pouvoir vivre. Les pauvres sont de plus en plus nombreux. Ils sont plus de 20 millions de pauvres dans le pays (chômeurs, travailleurs pauvres, précaires, «*bénéficiaires*» des minima sociaux, du RSA (*Revenu de solidarité active*)). C'est-à-dire qu'ils tentent de survivre avec tout juste 500 euros par mois.

La moitié des Français dispose de moins de 1.500 euros par mois, 30% perçoivent des salaires en-dessous de 750 euros par mois, pendant que les milliardaires sont toujours de plus en plus riches et plus nombreux. En France, en 2017, ils sont 67 milliardaires soit 12 de plus qu'en 2013. Bernard Arnault, est la deuxième fortune mondiale. Sa fortune personnelle pèse 107,6 milliards de dollars. C'est monstrueux et scandaleux! La devise «*Liberté, Égalité, Fraternité*» de la France est bafouée. Il est grand temps que le peuple y mette bon ordre.

Colère

La colère gronde, certes elle est encore très sourde mais je l'entends monter des profondeurs du pays... C'est au point où plus de 30 millions de Français et de Françaises ne se reconnaissent pas en Macron, ni dans le gouvernement pas plus que dans les 577 députés censés les représenter à l'Assemblée nationale. C'est évident que sous cette mince croûte de «*démocratie*», le néo-fascisme pointe son groin puant... grâce aux différents gouvernements et pouvoirs politiques qui depuis au moins 1981 (de Mitterrand à Macron) préparent la venue de l'extrême droite aux affaires. On remarquera que le fossé se creuse inexorablement après chaque élection entre les «*élus*» et le peuple. C'est au point, que l'assise du pouvoir nouvellement élu ne repose électoralement que sur 15% des inscrits.

Détourner la colère

Le danger est grand de voir le parti fascisant de Marine le Pen accéder au pouvoir, car avec Macron aux affaires - un banquier, un affairiste -c'est le patronat qui se frotte les mains.

Malgré les promesses électorales, les Français ne se font aucune illusion quant à l'amélioration de leur sort. Ils savent que les représentants du grand patronat qui sont aujourd'hui au pouvoir leur mijotent une ragougnasse plutôt indigeste: le nombre de chômeurs ne diminuera pas, ou si peu, par contre leurs indemnités seront réduites à la portion congrue, les conditions de travail seront aggravées, les salaires revus à la baisse, les minima sociaux également, la casse des services publics va se poursuivre... Bref, la paupérisation du peuple va s'accroître... Les politicards sont consciemment en train de créer les conditions royales pour amener le *Rassemblement national* au pouvoir. Ils savent également que le risque est grand de voir le peuple descendre dans la rue. Seulement, il s'agit pour eux de mesurer jusqu'où ils peuvent l'assujettir sans risquer la révolte. Et cela, ils ne le maîtrisent pas. Le pouvoir n'est pas une science exacte, la preuve par les *Gilets-jaunes*!

Et donc, pour contrer la révolte du peuple qui priverait les patrons du CAC 40 de leurs privilèges exorbitants, ces derniers et les politicards à leur service font le lit du parti fascisant qui n'a rien à refuser au grand patronat. Par contre, il bâillonnera un peu plus le peuple.

Certes, l'histoire ne se répète pas mais, il peut y avoir quelques similitudes. Rappelez-vous en 1933, le parti nazi en Allemagne est arrivé aux affaires sur un fond très dégradé de crise sociale et économique avec plus de 6 millions de chômeurs. Ainsi, lors des élections législatives du 5 mars 1933, le parti nazi a obtenu 17 millions de voix sur 44.685.764 électeurs et électrices inscrits sur les listes électorales et il a eu 288 députés. Il a pu accéder au pouvoir électoralement, grâce à la complicité de la droite conservatrice, et comme ils disent, «démocratiquement!».

Justhom,
Groupe de Rouen.
